



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Contrat de délégation de service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau l'exploitation de son service public du traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1er janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 2 avenants.

L'actuelle station d'épuration MAERA a été dimensionnée pour 470 000 Equivalent Habitants et peut accepter un volume journalier de 130 000 m³. Les besoins du territoire ont cependant évolué et la Collectivité fait face à une forte poussée démographique qui va nécessiter son renforcement. En effet, la Station d'épuration MAERA présente aujourd'hui d'importants risques de dysfonctionnement et de problèmes ponctuels de nuisances. Il a par ailleurs été observé des dépassements de charge hydraulique et organique en temps de pluie.

Cette situation est relevée dans l'arrêté préfectoral n°34-2020-002 du 14 avril 2020 portant autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du Code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station d'épuration des eaux usées MAERA sur la Commune de Lattes - Montpellier Méditerranée Métropole. Afin d'assurer la continuité du service public, il est urgent de réaliser des travaux sur l'usine.

L'appel d'offres en cours en vue de ce renforcement devrait permettre de retenir un concepteur et constructeur mais également un nouvel exploitant de cette usine dont le contrat démarrera à notification du marché. Des retards pris dans le processus d'appel d'offres font que ce nouvel exploitant ne sera désigné qu'en fin de 1^{er} semestre 2022.

Comme le contrat d'exploitation actuel expire le 31 décembre 2021, il convient de prévoir une prolongation d'un an de ce contrat, soit jusqu'au 31 décembre 2022, afin de permettre la jointure entre les 2 contrats d'exploitation, y compris le tuilage nécessaire permettant le transfert des personnels et la prise en main du pilotage de l'usine.

En effet, une prolongation du contrat pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2022, est rendue nécessaire afin de :

- D'une part, de garantir la continuité du service public et d'engager la procédure d'appel d'offres de modernisation de la station en conséquence ;
- D'autre part, de ne pas faire peser sur les usagers une augmentation significative du prix de l'eau. En effet les travaux proposés sont rendus nécessaires, et sont non prévus au contrat initial tel que le prévoit l'article L.1135-1 2° du Code de la commande publique. Ces travaux modifient l'économie générale de la DSP, et ne pouvant être amortis durant la durée initiale du contrat sans augmentation manifestement excessive du prix, il convient de proposer une prolongation du contrat afin de lisser leur amortissement.

Dans le cadre de cette prolongation de la durée de contrat, et conformément à l'article L.3135-1 2° du Code de la commande publique, un avenant n°3 est proposé qui permet d'entériner cette augmentation de durée mais également des prestations supplémentaires et les incidences financières inhérentes, soit :

- L'ajout de travaux concessifs afin d'améliorer le fonctionnement sur cette durée ;
- La prolongation du plan prévisionnel de renouvellement et son adaptation sur 2021, 2022 ;
- La création d'un fond complémentaire de travaux pour divers et aléas.

Ajouts de travaux concessifs de l'ordre de 1 486 104,49 € HT :

Dans l'attente des travaux de modernisation de MAERA, la station d'épuration fonctionne aux limites de ses capacités, ce qui représente plus de risques en matière d'exploitation.

Afin de fiabiliser et sécuriser le fonctionnement des équipements et ouvrages mais également d'apporter des améliorations, des travaux concessifs ont été identifiés. Ils portent sur :

- Le renforcement des organes de suivi et de contrôle de l'émissaire en mer : remplacement et ajout de ventouses, pose de capteurs d'enregistrement de pression, pose de capteurs hydrophones ;
- Renforcement des suivis des émissions H₂S, et des suivis de la qualité des eaux du Lez ;
- Réalisation d'une opération de grand carénage des groupes électrogènes ;
- Ajout d'un tambour d'épaississement pour sécuriser la filière boues ;
- Amélioration des outils de supervision.

Le planning prévisionnel prévoit une livraison des derniers travaux au cours du premier semestre 2022.

Adaptation du plan prévisionnel de renouvellement :

Le plan prévisionnel des opérations de renouvellement, prévu à l'article 50.3.1 du contrat, est mis à jour dans l'annexe 3 de l'avenant, concernant les années 2021 et 2022 pour tenir compte de la prolongation du contrat. La dotation annuelle moyenne 2021-2022, au titre des opérations de renouvellement, fixée à l'article 50.3.2 du contrat, est portée à 1 060 128,00 € HT en valeur de base.

La création d'un fond complémentaire de travaux pour divers et aléas :

Afin d'anticiper la nécessité d'éventuels travaux non identifiés à ce jour, sur les 2 prochaines années, un fonds appelé « *fonds de travaux complémentaires* » est créé.

Les propositions de travaux seront chiffrées par le délégataire et feront l'objet d'une validation en comité technique pour être engagées. Les opérations engagées devront pouvoir être réalisées et réceptionnées avant l'échéance du contrat.

Le montant de ce fonds de travaux complémentaire est de 107 534,00 € HT par an en valeur de base. Le fonds est suivi et actualisé selon les modalités définies à l'article 7.4 du contrat.

A la fin du contrat, si l'écart entre le fonds et les dépenses est positif au dernier jour du contrat, le Délégataire reverse à la Collectivité cette somme dans un délai d'un mois après l'expiration du contrat, tel que prévu à l'article 89.1 du Contrat.

Enfin, il est prévu que les dispositions de l'article 47.2 du Contrat relatives à la coopération décentralisée soient abrogées à compter du 1er mars 2021.

Pour tenir compte de l'ensemble de ces éléments et en application des dispositions contractuelles, la rémunération du délégataire doit être révisée.

Après négociation, les parties ont convenu que la rémunération du délégataire doit être portée de 0,3212 € HT/m³ à 0,3915 € HT/m³ (valeur 2015) à compter du 1er mars 2021, soit une hausse de 0,0703 € HT/ m³.

Cette hausse sera partiellement compensée par une baisse de la rémunération du titulaire du contrat relatif à la collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA, ce qui limite l'impact tarifaire sur la part Collectivité et n'aura aucun impact tarifaire sur la facture d'assainissement des usagers.

Cet avenant a un impact de 18% sur le chiffre d'affaires initial actualisé du contrat.

Ces dispositions sont sans effet sur le tarif de l'assainissement payé par l'utilisateur.

La Commission de Délégation de Service Public du 21 janvier 2021 a rendu un avis favorable, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153104-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPR
- CEP
- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.